Séance publique du 18 avril 2005

Délibération n° 2005-2582

commission principale : déplacements et urbanisme

objet : **Tarifs horaires et nocturnes des parcs de stationnement délégués par la Communauté urbaine**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission déplacements

Le Conseil,

Vu le rapport du 30 mars 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

A la suite de la délibération du conseil de Communauté en date du 18 octobre 2004 relative aux tarifs des parcs de stationnement et à sa mise en œuvre par les délégataires et après avoir reçu les représentants d'associations, il a été décidé de poursuivre la concertation au cours des mois de janvier et février 2005. Quatre réunions avec les conseils de quartier, les comités d'intérêt locaux, les associations et les usagers ont eu lieu.

A la suite de cette concertation, il est proposé de modifier certains tarifs.

Le présent rapport porte sur les tarifs horaires ainsi que sur les tarifs nocturnes. Les tarifs horaires fixés en octobre 2004 ont été mis en œuvre le 1er janvier 2005 et ne sont pas remis en cause : la proposition qui suit est donc identique à celle pour laquelle le Conseil a déjà délibéré en octobre. En revanche, il est proposé de modifier les tarifs nocturnes et dans les contrats de délégation de service public la formule d'indexation des tarifs en raison de la suppression d'un indice.

Le présent rapport est constitué de cinq parties :

- A - présentation générale des parcs délégués par la Communauté urbaine (rappel),
- B - rappel des objectifs poursuivis,
- C - tarifs horaires antérieurs et proposés,
- D - tarifs nocturnes,
- E - révision des tarifs au moyen d'une formule d'indexation.

A - Présentation générale des parcs délégués par la Communauté urbaine (rappel)

Le tableau ci-dessous indique, pour chaque parc, le nombre de places offertes, la société délégataire, la date de signature de la délégation ainsi que la nature de celle-ci, concession ou affermage.

Les 24 parcs représentent 16 255 places et se répartissent entre cinq délégataires :

- parc de stationnement Lyon Bellecour (PSLB, groupe Vinci),
- Compagnie générale de stationnement (CGST, groupe Vinci),
- Européenne de stationnement (ES, groupe Epolis),
- Lyon Parc Auto (LPA),
- société anonyme du parc Récamier (SAJR).

Parcs	Places	Délégataires	Dates	Type de délégation
Bellecour - Lyon 2°	506	PSLB	1967	concession
Cordeliers - Lyon 2°	851	LPA	1972	concession
Hôtel de Ville - Lyon 1er	218	LPA	1980	affermage
République - Lyon 2°	761	LPA	1990	concession
Saint Antoine - Lyon 2°	812	LPA	1980	concession
Saint Jean - Lyon 5°	1 027	LPA	1980	affermage
Antonin Poncet - Lyon 2°	707	LPA	1986	concession
Bourse - Lyon 2°	610	LPA	1990	concession
Célestins - Lyon 2°	409	LPA	1992	concession
Terreaux - Lyon 1er	662	LPA	1992	concession
Récamier* - Lyon 2°	176	SAJR	1992	concession
La Halle - Lyon 3°	482	LPA	1970	concession
Croix-Rousse (place J. Ambre) Lyon 4°	336	LPA	1980	concession
Part-Dieu centre commercial Lyon 3°	3 013	LPA	1975	affermage
Berthelot - Lyon 7°	345	LPA	1995	concession
Quais du Rhône	1 021	ES	2000	affermage
Perrache - Lyon 2°	906	LPA	1980	affermage
Villette - Lyon 3°	744	LPA	1984	affermage
Gare Part-Dieu - Lyon 3°	1 900	LPA	1992	concession
Cité Internationale P 1* - Lyon 6°	444	CGST	1993	affermage
Rozier - Lyon 1er	42	LPA	1981	affermage
Saint Just - Lyon 5°	67	LPA	2000	concession
Vendôme - Lyon 6°	162	LPA	2000	concession
Gambetta* - Lyon 3°/7°	54	LPA	2003	concession

* le parc Gambetta sera physiquement intégré au parc de la Fosse aux Ours, les parcs Récamier et Cité Internationale P1 fixent librement leurs tarifs.

B - Rappel des objectifs poursuivis

La tarification des parcs de stationnement répond aux cinq objectifs suivants :

- les deux premiers sont d'ordre technique :

- . rattraper sept années d'inflation durant lesquelles les tarifs des parcs de stationnement n'ont connu aucune augmentation,
- . simplifier les grilles des tarifs des différents parcs qui étaient jusqu'alors très hétérogènes ;

- les trois autres objectifs s'inscrivent dans une logique visant à mettre en œuvre les orientations et les objectifs du plan des déplacements urbains (PDU) :

- . augmenter le coût du stationnement pendulaire afin d'obtenir un report modal,
- . faire bénéficier les résidents de tarifs préférentiels lorsqu'ils font un usage raisonné de leur véhicule,
- . faciliter l'accueil des visiteurs, notamment en offrant un meilleur service par un paiement plus proche du temps réellement consommé.

C - Tarifs horaires antérieurs et proposés

Les tarifs proposés sont identiques à ceux que le Conseil a adoptés en octobre 2004 et qui ont été mis en place le 1er janvier 2005. Les éléments principaux sont :

- l'unité de base horaire est fractionnée pour tous les parcs (le fractionnement sera limité aux deux premières heures pour les parcs des gares),

- contrairement aux tarifs antérieurs à ceux qui ont été décidés en octobre, tarifs antérieurs pour lesquels la première heure était due entièrement et le fractionnement était à la demi-heure ensuite, le paiement des nouveaux tarifs est fractionné par tranche de 20 minutes dès le début du stationnement et y compris au-delà de la première heure, ce qui se rapproche d'un paiement au temps réel,

- aucune modification de la tarification du parc de stationnement des quais du Rhône n'est proposée en raison du projet d'aménagement prévu qui conduira à la suppression de ce parc,

- il est nécessaire que les tarifs horaires des parcs ne soient pas plus élevés que ceux de la voirie. Les tarifs horaires Presto (2 € l'heure, 5 € pour 1 h 30), Chrono (1,50 € de l'heure, 3 € pour 1 h 30) et Tempo (1,50 € de l'heure, 4 € pour 3 heures) et les durées maximales autorisées maintiennent cette différence de niveau des tarifs,

- pour les parcs des gares (Perrache, gare de la Part-Dieu et Villette) les deux premières heures sont fractionnées par tranche de 20 minutes afin de répondre à une demande de courte durée qui pourrait s'exprimer dans ces parcs (principalement Perrache) ; pour les durées supérieures à deux heures, le principe de forfaits correspondant à des déplacements essentiellement de demi-journée ou de journée en liaison avec le réseau ferré est conservé.

Tarifs horaires antérieurs et proposés (hors parcs liés aux gares centrales)

Parcs	Tarifs antérieurs au 1 ^{er} janvier 2005		Tarifs proposés : fractionnement et prix aux 20 minutes
	1ère heure	½ heure suivante	
Parcs du centre			
Bellecour	1,50 €	0,80 €	0,60 €
Cordeliers	1,50 €	0,80 €	0,60 €
Hôtel de Ville	1,50 €	0,80 €	0,60 €
République	1,50 €	0,80 €	0,60 €
Saint Antoine	0,80 à 1,50 €	0,40 à 0,80 €	0,60 €
Saint Jean	0,80 à 1,50 €	0,40 à 0,80 €	0,60 €
Antonin Poncet	1,50 €	0,80 €	0,60 €
Bourse*	-	-	-
Célestins	1,50 €	0,80 €	0,60 €
Terreaux	0,80 à 1,50 €	0,40 à 0,80 €	0,60 €
Parcs hors centre			
La Halle	1,20 €	0,60 €	0,50 €
Croix-Rousse (Ambre)	1 €	0,60 €	0,50 €
Part-Dieu centre commercial	1,20 €	0,60 €	0,50 €
Berthelot	1 €	0,60 €	0,50 €
Quais du Rhône	1,10 €	**	aucune modification proposée
Parcs résidents			
Rozier*	-	-	-
Saint Just*	-	-	-
Vendôme*	-	-	-
Gambetta*	-	-	-

* les parcs Bourse, Rozier, Saint Just, Vendôme, Gambetta ne sont pas ouverts à un usage horaire.

** pas de fractionnement, chaque heure commencée est due en entier.

Tarifs horaires des parcs liés aux gares centrales : Perrache, Villette, Gare Part-Dieu

Tranches horaires	Tarifs antérieurs au 1 ^{er} janvier 2005	Tarifs proposés
0 à 20 minutes	0,80 €	0,60 € pour 20'
20 minutes à 1 heure	1,30 €	soit 1,80 € pour 1h00
1 à 2 heures	2,60 €	et 3,60 € pour 2h00
2 à 4 heures	5,20 €	7 €

4 à 12 heures	6,90 €	9 €
12 à 24 heures	10,70 €	14 €
24 heures suivantes	10,70 €	14 €

D - Tarifs nocturnes

Il a été décidé, en octobre 2004, de substituer au forfait un plafonnement du tarif horaire permettant simultanément de ne pénaliser ni les usagers de courte durée ni ceux devant utiliser le parc une grande partie de la nuit.

A l'issue des réunions de concertation et pour tenir compte des opinions exprimées, il est proposé aujourd'hui de fixer le plafond du tarif horaire à un niveau inférieur à celui décidé en octobre 2004, à savoir 4,20 € au lieu de 4,80 € et 3,50 € au lieu de 4 €, à l'exception du parc P1 de la Cité Internationale, pour lequel il n'est pas proposé de modification.

Plafonnement des tarifs nocturnes

Parcs	Situation antérieure forfait	Conseil d'octobre plafond	Proposition plafond
Parcs centre			
Bellecour	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Cordeliers	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Hôtel de Ville	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
République	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Saint Antoine	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Saint Jean	1,50 € minuit - 8h00	4,80 € minuit - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Antonin Poncet	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Bourse*	-	-	-
Célestins	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Terreaux	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 8h00	4,20 € 20h00 - 8h00
Parcs hors centre			
La Halle	2,30 € 23h00 - 8h00	4,00 € 20h00 - 8h00	3,50 € 20h00 - 8h00
Croix-Rousse J. Ambre	1,50 € 19h00 - 8h00	4,00 € 20h00 - 8h00	3,50 € 20h00 - 8h00
Part-Dieu centre commercial	1,20 € minuit - 8h00	4,00 € 20h00 - 8h00	3,50 € 20h00 - 8h00
Berthelot	1,50 € 19h00 - 8h00	4,00 € 20h00 - 8h00	3,50 € 20h00 - 8h00
Quais du Rhône	-	-	-
Parcs résidents			
Rozier*	-	-	-
Saint Just*	-	-	-
Vendôme*	-	-	-
Gambetta*	-	-	-
Parcs de gares			
Perrache	3 € 19h00 - 8h00	4,80 € 20h00 - 3h00	4,20 € 20h00 - 5h00
Villette***	-	-	-
Gare Part-Dieu***	-	-	-

* les parcs Bourse, Rozier, Saint Just, Vendôme, Gambetta ne sont pas ouverts à un usage horaire.

** il s'agit d'un plafond et non pas d'un forfait.

*** il n'est pas proposé de tarif nocturne pour les parcs Villette et gare de la Part-Dieu parce que, d'une part, il n'y a pas ce type de demande à satisfaire, d'autre part, il est nécessaire de garder à ces parcs leur vocation de parc de gare.

E - Révision des tarifs au moyen d'une formule d'indexation

L'indice PSD_C qui figurait dans la formule adoptée en octobre 2004 (produits et services divers de catégorie C : matériel électronique et radio-électrique) a été abandonné par l'Insee. Il est donc proposé, comme le recommande la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, de le remplacer par l'indice FSD₂ (frais et services divers de catégorie 2 : énergie, biens intermédiaires et d'équipement, transport et communication, coût de la construction).

Il est également proposé d'ajouter dans les contrats un dispositif de rencontre avec le délégataire (clause de rendez-vous).

Dès lors, la formule d'indexation serait la suivante :

$$K = 0,2 + 0,8 (0,5 S/S_0 + 0,25 FSD_2/FSD_{20} + 0,25 EL/EL_0),$$

dans laquelle :

S, FSD₂ et EL sont les valeurs connues des derniers indices publiés à la date de signature des avenants et représentent :

S = taux des salaires horaires Insee rubriques services,

FSD₂ = frais et services divers de catégorie 2,

EL = coût de l'énergie électrique.

S₀, FSD₂₀ et EL₀ sont les valeurs connues de ces indices à la date de signature des avenants aux conventions de délégation introduisant la présente formule d'indexation.

Les modalités d'application pourraient prévoir que, l'indexation intervenant chaque année compte tenu de l'évolution des conditions économiques et techniques, le délégataire puisse proposer, sur la base de cette indexation, de nouveaux tarifs à la Communauté urbaine.

La Communauté urbaine conserverait toute latitude pour accepter ou refuser la mise en œuvre de ces propositions.

En tout état de cause, la non-application de l'actualisation pour des raisons propres au délégataire (incompatibilité technique des équipements de péage pour la tarification horaire notamment) ne produirait aucun droit à indemnité ou compensation quelconque au profit du délégataire.

De façon à tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels du service, les niveaux maximum de tarifs, la composition de la formule d'indexation, y compris la partie fixe, seraient soumis à réexamen sur production, par le délégataire, des justifications nécessaires et notamment des comptes de l'exploitation dans les cas suivants :

- tous les cinq ans,
- si la Communauté décide, pour des questions de politique de stationnement, de faire évoluer les tarifs d'une façon différente de celle prévue ci-dessus,
- en cas de modification substantielle de la fréquentation du parc,
- si l'application de la formule d'indexation conduit à une variation de l'un des tarifs de plus de 10 % par rapport à sa valeur constatée au moment de la dernière indexation,
- à tout moment sur demande de l'autorité délégante.

Circuit décisionnel : ce projet a fait l'objet d'un avis favorable du pôle déplacements le 14 février 2005 ainsi que du Bureau restreint le 7 mars 2005 ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux en date du 16 février 2005 ;

Vu l'article L 1411-2 du code général des collectivités territoriales ;

Ouï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Décide de l'adoption de la nouvelle grille tarifaire pour le stationnement horaire et son application à partir du 1er mai 2005.

2° - Approuve l'introduction d'une clause de révision unique des contrats de délégation.

3° - Décide de l'établissement, à l'échéance d'une année d'application, en collaboration avec les délégataires concernés, d'un bilan de la nouvelle grille tarifaire et de la proposition des actions correctives le cas échéant.

4° - Autorise monsieur le président à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,